

# Visite d'Etat du Président Yoon aux Etats-Unis : Approfondissement et élargissement de l'alliance stratégique américano-coréenne

Jean-Yves Colin

## A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

## **Visite d'Etat du Président Yoon aux Etats-Unis : Approfondissement et élargissement de l'alliance stratégique américano- coréenne**

**Jean-Yves Colin**

2 Mai 2023

Le Président Yoon Suk Yeol a effectué une visite d'Etat aux Etats-Unis du 24 au 29 avril, à la fois à Washington et à Boston. La présidence sud-coréenne lui a donné pour thème « une alliance en action vers l'avenir ». Le statut de cette visite est important car ce fut la première visite d'Etat depuis celle de l'ancien Président Lee Myung-bak en 2011. Les autorités de Seoul ont souligné avec satisfaction qu'il s'agissait sous l'administration Biden, de la seconde visite d'Etat après celle d'Emmanuel Macron. Les deux présidents avaient déjà eu l'occasion de se rencontrer cinq fois, à Seoul d'abord puis dans d'autres capitales (Madrid, Londres, New York et Phnom Penh).

Si l'alliance militaire est la pierre angulaire des relations entre la Corée du Sud et les Etats-Unis depuis la fin de la colonisation japonaise et surtout depuis la guerre de Corée (1950-1953), elle est plus ou moins intense selon les chefs d'Etat concernés sans être jamais faible. Le Président Biden l'a qualifiée de « lien incassable » (*unbreakable bond*) dans son propos d'accueil. Du côté coréen le remplacement du Président Moon par l'actuel président au printemps 2022 a entraîné quasi immédiatement un rapprochement notable entre Seoul et Washington. Les différences ou nuances observables d'un président à l'autre tiennent au dilemme de la situation coréenne : les Etats-Unis sont un allié vital pour la Corée du Sud face aux menaces permanentes de son voisin du nord mais la Chine est son principal partenaire commercial ; de plus la stabilité de l'Indo-Pacifique est une question centrale pour les Pouvoirs Publics à Seoul, car elle représente presque 80 % des exportations sud-coréennes, plus des deux-tiers des importations et deux-tiers des investissements directs à l'étranger. Aussi les dirigeants sud-coréens évoluent entre ces contraintes tout en convergeant fortement avec les positions américaines et sans pour autant s'aligner complètement ou être « suivistes ».

Deux événements précédant de quelques jours cette visite éclairent cette situation. D'une part, en réponse à une déclaration du Président Yoon affirmant que la Corée du Sud s'oppose à un changement du statu-quo dans le détroit de Taiwan et que la question de Taiwan, comme celle de la Corée du Nord, est une affaire globale, Wang Wenbin, porte-parole du ministère des affaires étrangères de la Chine, a vertement rappelé à Seoul que Pékin n'autorisait pas les autres Etats à se mêler des affaires intérieures chinoises et que Taiwan n'est pas un Etat souverain ; il a demandé que la Corée du Sud renouvelle son adhésion au principe d'une seule Chine. Le ministère sud-coréen des affaires étrangères a qualifié le propos chinois de « discourtoisie diplomatique sérieuse ». Il n'est pas impossible que l'irritation de Pékin ait été accrue par les nombreux et récents exercices conjoints entre les armées sud-coréennes et américaines autour de la péninsule coréenne, ou ceux avec les forces japonaises. D'autre part les Etats-Unis auraient demandé à la Corée du Sud de ne pas se substituer aux exportations américaines de Micron Technology Inc. si le régulateur chinois devait interdire les produits de cette société au terme d'une inspection de cybersécurité lancée en mars.

La visite d'Etat était marquée par une double préoccupation : le renforcement de l'alliance stratégique entre Seoul et Washington sur le plan militaire avec une forte insistance sur les symboles du 70ème anniversaire de l'alliance, mais aussi économique. En atteste la présence d'une délégation de 122 personnalités du monde des affaires comme les présidents des groupes Samsung, SK ou Hyundai Motor, ainsi que les responsables des six organisations patronales et de la Chambre de commerce et d'industrie, inquiets comme leurs homologues européens et japonais, des effets de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) et celle sur les puces et la science (Chips and Science Act / CSA).

L'agenda du Président Yoon retraçait cette double préoccupation. A Washington, plusieurs rencontres de nature politique étaient prévues : avec le Président Biden, dès l'arrivée, au mémorial de la guerre de Corée ; au cours d'un sommet présidentiel suivi d'un dîner d'Etat – au cours duquel le Président Yoon a chantonné le début de la chanson « American pie » populaire au début des années 1970 - ; une intervention devant le Congrès – le Président assignant à son pays le rôle de « boussole pour la liberté » avec les Etats-Unis - suivie d'un déjeuner avec la vice-Présidente Kamala Harris et le Secrétaire d'Etat Antony Blinken. A Washington et Boston, en parallèle, ont été organisées des rencontres de nature économique : une table-ronde sur les relations commerciales et l'investissement, deux forums, l'un sur les industries, l'autre sur les contenus, une visite au Goddard Space Flight Center de la NASA dans le Maryland, une table-ronde avec des universitaires du numérique et des biotechnologies du MIT et une intervention à la Harvard Kennedy School. Le forum avec les industriels du divertissement (Paramount, Warner Bros, Discovery, Sony Pictures, Netflix, Walt Disney et NBC Universal) met bien exergue l'importance du « soft power » sud-coréen ; le renforcement des liens financiers – à hauteur de 2,5 milliards USD – de Netflix avec les studios sud-coréens dans la production de programmes en est une autre illustration. La dimension mémorielle de la visite n'a pas été omise : outre la cérémonie au mémorial de la guerre de Corée à Washington, une réunion avec des anciens combattants de cette guerre issus de l'université de Harvard a été organisée. Enfin l'épouse du président, Kim Keon-hee, a été associée à ce voyage et à plusieurs des événements.

Les industriels coréens ont multiplié les effets d'annonce. L'an dernier Hyundai Motor avait pris l'engagement d'un investissement de 5,4 milliards USD dans une usine dédiée aux véhicules électriques en Géorgie ; cette fois un complément de 5 milliards a été annoncé. SK, LG Energy et Samsung SDI ont également fait part de nouveaux investissements en sus de leurs engagements du printemps 2022. Ces opérations sont réalisées sous forme de joint-ventures : LG Energy a constitué une JV avec General Motors Ultium Cells pour construire trois usines de piles en Ohio, Tennessee et Michigan pendant que Blue Oval, une JV avec Ford en construit deux autres dans le Kentucky et dans le Tennessee. Ces annonces sont le reflet de l'inquiétude des fabricants d'automobiles sud-coréens qui ne sont pas éligibles aux subventions de l'IRA et du CSA, et de celle des industriels de semi-conducteurs qui craignent à la fois d'être contraints, du fait de ces lois, de mettre à la disposition des autorités américaines des informations technologiques confidentielles et de voir leurs investissements en Chine restreints. Les autorités américaines ont cependant annoncé leur intention d'ouvrir des discussions avec leurs homologues coréens. Par ailleurs 50 M.O.U (memorandum of understanding) auraient été signés selon le conseiller du bureau présidentiel coréen : 23 en biotechnologie, 13 dans l'énergie, 13 également dans le domaine industriel et 1 en matière culturelle. Comme en politique, la Corée

du Sud, au regard de ses exportations, fait face à un dilemme Chine - Etats-Unis : entre 2010 et 2021, les exportations vers la Chine ont représenté environ 25-26 % du total exporté mais fléchi en 2022 (22,8 %) alors que les exportations vers le marché américain ont cru d'un niveau de 10-11 % entre 2010 et 2013 à 14,5 -16 % entre 2020 et 2022. L'automobile est le premier secteur des exportations sud-coréennes. La préservation des « supply chains » entre les deux pays est un objectif central des deux gouvernements comme en attestent certes les investissements sud-coréens aux Etats-Unis mais aussi ceux de firmes américaines en Corée du Sud (six entreprises des secteurs du carburant à base d'hydrogène, des semi-conducteurs et de l'écologie devraient y investir près de 2 milliards USD).

Une déclaration de John Kirby un des responsables du Conseil de sécurité nationale, a aussi retenu l'attention des observateurs coréens car il a évoqué deux sujets sensibles.

Le premier a trait à la fourniture d'armes à l'Ukraine et a fait l'objet de commentaires tout diplomatiques. Avant son départ le Président Yoon avait indiqué que se limiter à un soutien humanitaire et financier pourrait ne plus suffire ; ensuite les autorités de Seoul avaient noté que le sujet n'était pas officiellement à l'ordre du jour du sommet Yoon Biden alors que Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale, aurait dit le contraire. John Kirby a confirmé qu'il serait abordé mais que « les Etats-Unis n'ont pas l'intention de dire quel soutien la Corée du Sud devrait ou non fournir ». Le second concerne les relations avec le Japon. Selon John Kirby, « le fait que les relations entre la Corée du Sud et le Japon se resserrent est une bonne chose, non seulement pour la région, mais pour le monde ». Il est ainsi clair, si certains en doutaient à Tokyo ou Seoul, que le rapprochement nippon-coréen est ardemment souhaité à Washington. Le Président Yoon a mentionné l'axe Seoul-Tokyo-Washington dans son allocution au Congrès.

Un troisième sujet non évoqué officiellement a « agité » les observateurs américains depuis le début d'année. Il s'agit de l'éventuel développement du nucléaire militaire sud-coréen. Un premier projet initié dans les années 1960 par le Président Park Chung-hee avait été bloqué par les Etats-Unis. Pendant sa campagne électorale le candidat Yoon l'avait évoqué et en janvier il y a fait allusion de nouveau. Cette question a retrouvé de l'actualité du fait de l'impressionnant développement des capacités des missiles nord-coréens, les essais nucléaires passés et ceux redoutés pour l'avenir. Certains en Corée du Sud et aux Etats-Unis s'interrogent sur la volonté américaine de défendre le territoire sud-coréen ; riposter à une attaque nucléaire ou autre nord-coréenne mettrait en risque le territoire américain lui-même dès lors que les missiles intercontinentaux de Pyongyang pourraient l'atteindre. D'autres pensent que la priorité de la question taiwanaise et des tensions sino-américaines relèguent au second plan celle de la sécurité de la Corée du Sud. On peut aisément penser qu'à Tokyo des interrogations de nature voisine se posent également. Cet éventuel développement ne manquerait pas de susciter de sérieuses difficultés au regard du traité de non-prolifération, mais aussi vis-à-vis du Japon traumatisé par les bombes atomiques de Hiroshima et Nagasaki, et au regard de sa promotion d'un monde dénucléarisé et en même temps de sa capacité, le cas échéant, d'engager aussi un programme nucléaire militaire. En tout état de cause les doutes relatifs à la protection américaine nourrissent les résultats des sondages d'opinion puisqu'entre les deux-tiers et les trois-quarts des coréens interrogés seraient favorables à une capacité nucléaire militaire. En outre les révélations récentes dues aux fuites de documents confidentiels aux Etats-Unis, faisant état

d'écoutes et de suivi des autorités coréennes, ne contribuent pas à apaiser cette situation et écartent les doutes en Corée du Sud.

Une manière d'y répondre est le concept de « défense étendue » (*extended deterrence*) mis en avant au cours de cette visite présidentielle et déjà étudié lors des discussions entre Lloyd Austin et Lee Jong-sup, ministres de la défense des deux pays. Il s'agit non seulement d'élaborer un plan pluriannuel d'exercices sur table et réels, de préparer des scénarii servant à des consultations bilatérales rapides et à des discussions avec des alliés comme le Japon et l'Australie, de rédiger un manuel de gestion des crises, et de partage étendu des informations, mais aussi de recourir à toutes les armes y compris nucléaires et cyber. Cette thématique de la défense étendue a été reprise dans la déclaration qui a suivi le sommet Yoon-Biden. Il a été décidé de constituer un groupe consultatif sur la planification stratégique et nucléaire visant au partage étendu d'informations dans le domaine nucléaire, notamment les mouvements des armes nucléaires, et l'intégration des armes conventionnelles sud-coréennes dans la planification américaine ainsi que la présence quasiment permanente de sous-marins nucléaires américains en Corée du Sud. La déclaration confirme les engagements sud-coréens relatifs au traité de non-prolifération. Les autorités américaines ont tenu à indiquer qu'il n'y aura pas d'installation d'armes nucléaires en Corée du Sud, soulignant ainsi la différence avec les règles en vigueur au sein de l'OTAN. En parallèle aux rencontres officielles de cette visite d'Etat, des réunions officieuses ont examiné cette éventualité d'une capacité nucléaire militaire sud-coréenne ; pour l'ancien conseiller à la sécurité John Bolton, le déploiement d'armes nucléaires américaines tactiques pourrait être légitime pendant que l'ancien – et républicain – président de la Heritage Foundation Edwin Feulner également favorable à ce déploiement a rappelé, lors d'une intervention à Seoul, que la Corée du Sud bénéficie d'un soutien bipartisan américain, en vue de rassurer dirigeants et population.

Au total cette visite d'Etat est un succès pour le Président Yoon, presque un an après sa prise de fonctions. Il bénéficie d'un soutien américain solide et sa politique de fermeté à l'égard de la Corée du Nord est appréciée, tout comme son rapprochement avec Tokyo. Pour les responsables américains la stabilité de l'axe Seoul-Tokyo-Washington est essentielle à leur politique en Indo-Pacifique quand bien même la Corée du Sud n'est pas membre du Quad. Pour Seoul, l'approfondissement de la relation stratégique bilatérale est rassurant et l'intégration des industries américaines et coréennes, en particulier dans les domaines de pointe, renforce cette stratégie et préserve l'accès au marché américain. Il est cependant improbable que ces éléments modifient les rapports de force entre camps conservateur et progressiste en politique intérieure, le Président Yoon s'efforçant de satisfaire son socle électoral en vue des élections générales de 2024. Ni la Chine ni la Russie ne peuvent en revanche être satisfaites. Enfin Kim Yo-jong, sœur du dirigeant nord-coréen a déjà réagi en qualifiant cette rencontre Biden-Yoon « de manifestation la plus hostile et agressive d'une volonté d'actes [...] mettant en encore plus sérieux danger la paix et la sécurité en Asie du Nord-Est et dans le monde » ; pour Pyongyang il s'agit donc une nouvelle étape de la conspiration américano-nippo-sud-coréenne contre la Corée du Nord... et il faut s'attendre, tôt ou tard, à des tirs de missile, probablement déjà programmés.